



## Arrêté n° 251 -2025

Le Maire de La Chapelle des Fougeretz,

**Vu** le décret du 15 décembre 1958 (Code de la Route) portant réglementation sur la police de la circulation routière et les textes pris pour son application,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 et L.2213-2,

**CONSIDERANT** la nécessité de réglementer le stationnement durant les travaux de taille de haies autour des terrains de football entraînement et honneur / secteur rue du Clos Boucault, le Clos Pasquier et route de la Haute Rotte. L'entretien sera effectué par l'entreprise ESPACE EMPLOI

### ARRETE

**Article 1 :** Interdiction aux véhicules de s'arrêter et de stationner sur ces rues le temps des travaux. Du 10 au 21 novembre 2025.

**Article 2 :** Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route. Le non-respect de ces dispositions sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :** Les panneaux de signalisation interdisant le stationnement seront mis en place par l'entreprise.

**Article 4 :** Ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Pacé,

A La Chapelle des Fougeretz,  
Le 3 novembre 2025

Lionel BRODIER  
Adjoint au Maire



NOTA – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de RENNES qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au Greffe de cette juridiction, 3 Contour de la Motte – CS 44416 – 35044 Rennes Cedex ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité rendant la présente décision opposable. Vous avez également la possibilité de former un recours gracieux. Ce recours gracieux maintient le délai de recours contentieux s'il est lui-même formé dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de la décision concernée.